

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative
Boulevard de France
91012 Evry-Courcouronnes Cedex

Evry-Courcouronnes, le 17/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ORCA MAREE (ex WISSOUS FROID ex PREST LOGISTIQUE - ex CARLAP)

11/13, bd Claude Chauveau
BP 46
91320 Wissous

Références :
Code AIOT : 0006505256

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2025 dans l'établissement ORCA MAREE (ex WISSOUS FROID ex PREST LOGISTIQUE - ex CARLAP) implanté 11-13 bd Claude Chauveau BP 46 91320 Wissous. L'inspection a été annoncée le 07/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ORCA MAREE (ex WISSOUS FROID ex PREST LOGISTIQUE - ex CARLAP)
- 11-13 bd Claude Chauveau BP 46 91320 Wissous
- Code AIOT : 0006505256
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Orca Marée a repris le site anciennement exploité par la société Wissous froid. L'activité principale concerne la transformation par filetage de poisson et le stockage des produits de la mer pour la restauration ou le commerce. Le site exploite un entrepôt frigorifique pour le stockage des produits de la mer.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 11/08/2015, article 1er-	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
2	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 14	Demande d'action corrective	2 mois
3	Suivi de MED1	AP de Mise en Demeure du 16/12/2024, article 1er-a	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
4	Suivi de MED2	AP de Mise en Demeure du 16/12/2024, article 1er-b	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Suivi de MED3	AP de Mise en Demeure du 16/12/2024, article 1er-c	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Suite de la visite 18/09/2024- Electricité	Arrêté Préfectoral du 11/08/2015, article 2.8	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Suite de la visite 18/09/2024- Défense incendie	Arrêté Préfectoral du 11/08/2015, article 2.8-6°	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
9	Suite de la visite 18/09/2024-ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
10	Suite de la visite 18/09/2024-ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
11	Suite de la visite 18/09/2024-ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Suite de la visite 18/09/2024-EAUX	Arrêté Préfectoral du 11/08/2015, article 2.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 17/10/2025 a permis de constater que le nouvel exploitant est en travaux sur le site. Les prescriptions contrôlées ne sont pas respectées dans l'ensemble. L'exploitant n'a pas mis en place des actions permettant de respecter les prescriptions de l'arrêté de mise en demeure n°2024.PREF/DCPPAT/BUPPE/0343 du 16/12/2024, l'inspection note que concernant:

- la détection incendie aucune action n'est menée, l'exploitant sollicite un délai lui permettant d'évacuer les produits combustibles et d'établir de nouveaux devis sous deux mois avec les conditions d'exploitation (absence de stockage 1510);
- la vérification périodique des dispositifs de protection des installations contre le risque foudre est réalisée par la société BCM Foudre le 14/01/2025 et conclut sur la non-conformité des installations. Les travaux de mise en conformité restent à faire;
- l'installation du masque à cartouche ne garantit pas une intervention sécurisée en cas de fuite d'ammoniac.

L'inspection propose à Madame la Préfète de l'Essonne d'accorder un délai supplémentaire de 3 mois à la société ORCA MARÉE, nouvel exploitant pour la mise en conformité de ses installations et de demander à l'exploitant de mettre en place des actions permettant de lever les écarts constatés en respectant les délais fixés dans le présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2015, article 1er-
Thème(s) : Situation administrative, Activités du site
Prescription contrôlée : Le point 1 de l'annexe I de l'arrêté préfectoral n°92.07777 du 9 mars 1992 est modifié comme suit: 1°) L'établissement comporte les installations classées suivantes: 1136-B-b Emploi d'ammoniac (A) 1511-3 (DC) : Entrepôts frigorifiques, à l'exception des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant, par ailleurs, de la présente nomenclature ; 2921 (DC) : Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de) Circuit primaire fermé de puissance thermique total évacuée: 1021kW
Constats : Constat 2025: Le jour de la visite le nouvel exploitant, la société ORCA MARÉE, a informé l'inspection que les seules activités présentes sur le site concernent le stockage sous température dirigée des produits de la mer et le filetage de poissons ainsi que le stockage et l'emploi d'ammoniac qui assure le

fonctionnement de l'entrepôt frigorifique.

Lors de la visite de 2024, il était demandé à l'exploitant de se régulariser par rapport à la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées. Or dans une cellule, l'inspection a constaté la présence d'un stockage de matières combustibles (meubles, matelas, vêtements, fûts, ...) appartenant à la société MIDEX Maritime. A ce jour l'exploitant n'a pas transmis d'éléments ad hoc. L'exploitant déclare être en train d'évacuer tous les locataires avec leurs stocks de produits.

Actuellement les activités présentes sur le site sont celles encadrées par l'arrêté préfectoral complémentaire n°2015-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/575 du 11/08/2015:

- 4735-1.a (A): Ammoniac. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : Pour les récipients de capacité unitaire supérieure à 50 kg : La quantité susceptible d'être présente dans l'installation est de 3 500 kg ;

- 1511-3 (DC) Entrepôts frigorifiques Volume de l'entrepôt de 25 000 m³- Quantité maximale de matière combustible stockée de 2 500 t ;

- 2921-b (DC) : Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de) Circuit primaire fermé de puissance thermique total évacuée: 1 021 kW ;

- 2221-B (NC) : Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale, par découpage, cuisson, appertisation, surgélation : Filetage pour une quantité de produits inférieure à 200 kg/j.

Lors de la visite l'exploitant a déclaré que pour l'activité de filetage de poissons, les quantités de poissons à fileter est d'environ une tonne, soit supérieure à 500 kg : cette activité relève désormais du régime de la déclaration sous la rubrique 2221. L'exploitant doit régulariser cette activité en transmettant un dossier de déclaration par téléprocédure. Dans un second temps ce dossier sera complété par un porter à connaissance présentant l'ensemble des éléments d'appréciation de cette activité, notamment l'analyse de conformité à l'arrêté ministériel du 09/08/07 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2221.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit régulariser les activités relevant de la rubrique 2221 en procédant à la télédéclaration de ces activités par procédure dématérialisée et à la transmission d'un dossier de porter à connaissance.

Concernant l'évacuation des cellules de stockage de matières combustibles l'exploitation doit finaliser le départ des locataires et l'évacuation des stockages et transmettre des justificatifs.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 14

Thème(s) : Situation administrative, Matières stockées

Prescription contrôlée :

« L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non

dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

« Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

« 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

« Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

« Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

« Cet état est tenu à disposition du Préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

« 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

« L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Constats :

Le jour de la visite la visite l'exploitant n'a pas pu transmettre l'état des matières stockées sur le site. Il déclare stocker des produits de la mer entre 3 et 6 °C pour environ 30 tonnes, des caisses en polystyrène sans présenter le volume, des palettes et des déchets de poissons (environ 500kg). Le local de stockage de froid négatif était vide et à l'arrêt.

Concernant la cellule de stockage des matières combustibles, anciennement occupée par MIDEX MARITIME, il y a encore du stockage, bien que les quantités soient moins importantes que lors de la visite de 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit disposer de son état de stocks à tout moment et pouvoir le communiquer à l'inspection des installations classées ou au service de secours en cas d'incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Suivi de MED1

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/12/2024, article 1er-a
Thème(s) : Risques accidentels, Détection automatique de l'incendie
Prescription contrôlée : Arrêté Préfectoral du 11/08/2015, article 2.8 - 5°) 5°) Détection automatique La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les combles (lorsqu'ils existent), les locaux techniques et les bureaux à moins de 10 mètres des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment sinistré. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique. Dans ce cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection précoce de tout départ d'incendie en tenant compte de la nature des produits stockés et réalise une étude technique permettant de le démontrer. Pour les installations frigorifiques, l'exploitant implante de façon judicieuse un réseau de détection incendie, au besoin en s'assurant du concours des services internes à l'établissement ou d'entreprises spécialisées. Tout déclenchement du réseau de détection incendie entraîne une alarme sonore et lumineuse localement et au niveau d'un service spécialisé de l'établissement (poste de garde, PC incendie, etc.). L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.
Constats : Le jour de la visite l'exploitant déclare qu'il n'a pas mis en place la détection automatique d'incendie. Il déclare avoir des devis réalisés par l'ancien exploitant et envisage de réaliser un nouveau devis sous deux mois avec les nouvelles conditions d'exploitation (absence de stockage 1510). La prescription de l'arrêté de mise en demeure est maintenue.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Compte tenu des travaux que le nouvel exploitant réalise sur le site et l'évacuation en cours du stockage de matières combustibles, l'inspection propose à madame la Préfète de l'Essonne d'accorder un délai supplémentaire de trois mois à l'exploitant pour respecter la prescription de l'arrêté préfectoral de mise en demeure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Suivi de MED2

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/12/2024, article 1er-b
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre
Prescription contrôlée : Arrêté Préfectoral du 11/08/2015, article 2.8 3°) Risque foudre A. Une vérification visuelle des installations de protection contre la foudre est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006. L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.
Constats : Constat 2025: L'exploitant a transmis le rapport de la vérification périodique des dispositifs de protection des installations contre le risque foudre réalisée par la société BCM Foudre le 14/01/2025. Ce rapport conclut sur la non-conformité des installations. Un devis signé par l'ancien exploitant pour le remplacement des paratonnerres a été transmis.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans l'état actuel des installations, la protection du site contre le risque foudre n'est pas assurée, bien que la commande des travaux soit passée. La mise en demeure sur ce point est maintenue; l'exploitant doit transmettre à l'inspection les justificatifs du remplacement du paratonnerre mentionné dans le devis 51296405 et établi par BCM Foudre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Suivi de MED3

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/12/2024, article 1er-c
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance de l'installation d'ammoniac
Prescription contrôlée : Arrêté Préfectoral du 11/08/2015, article 2.8 - 11°)

Le rapport de contrôle des équipements importants pour la sécurité (EIPS) réalisée le 20 juin 2020 (cf. articles n°39 et 42 de l'arrêté du 16/07/1997) présenté par l'exploitant conclut sur un bon état de fonctionnement des organes importants pour la sécurité. Toutefois, ce rapport mentionne l'absence des équipements de protection individuelle « ammoniac ».

Constats :

Concernant les équipements de protection individuelle (EPI) "ammoniac", l'exploitant déclare avoir sur le site deux masques à cartouche "ammoniac" avec des cartouches de réserve. La photographie du masque et des cartouches a été transmise à l'inspection.

L'exploitant déclare ne pas disposer d'équipement type scaphandrier opérationnel sur le site du fait que l'entretien et la maintenance des installations "ammoniac" sont assurés par un prestataire extérieur spécialisé présent sur le site deux fois par semaine et qui peut intervenir sur le site rapidement suite à une fuite d'ammoniac avec ses propres équipements de protection. L'exploitant indique que son personnel n'est pas formé ou habilité à s'équiper du scaphandrier et que le seuil de détection olfactif du gaz ammoniac extrêmement bas (3 à 5 ppm) et en dessous des seuils de toxicité alerterait le service d'entretien. Le site dispose de détecteurs fixes de fuite d'ammoniac, contrôlés semestriellement.

Le jour de la visite, l'inspection a constaté la présence d'un masque à cartouche et des cartouches de réserve dans le local ammoniac.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Concernant les équipements de protection individuelle en cas d'intervention du prestataire extérieur suite à une fuite d'ammoniac, l'exploitant doit justifier que les équipements de protection de la société d'entretien sont éprouvés et que le personnel intervenant est formé à l'usage de ces équipements.

Concernant les masques à cartouches présents sur le site, l'exploitant doit justifier de l'efficacité de ce dispositif pour une intervention, dans le local ammoniac, en cas de fuite d'ammoniac.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Suite de la visite 18/09/2024-EAUX

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2015, article 2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux

Prescription contrôlée :

1°) Les systèmes de refroidissement ne comprennent pas de circuits ouverts. 2°) Les réseaux de refroidissement sont efficacement protégés contre toute introduction de produit étranger, leur étanchéité est vérifiée régulièrement. 3°) L'utilisation d'eau potable pour alimenter un réseau ou un circuit fermé pouvant présenter des risques pour la distribution située en amont est subordonnée à l'utilisation d'un réservoir de coupure ou un bac de disconnection isolant totalement les deux réseaux ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes.

Constats :

L'exploitant déclare que le contrôle des réseaux a été fait par la société CLAUGER et a présenté le rapport de contrôle qui confirme l'étanchéité des réseaux de refroidissement.

L'exploitant déclare que le site dispose d'un bac de disconnection au niveau de l'alimentation du réseau qui permet de préserver le réseau d'alimentation d'eau potable de toute contamination.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Suite de la visite 18/09/2024-Electricité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2015, article 2.8

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification électriques

Prescription contrôlée :**4°) Installation électriques**

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que les installations électriques du site sont réalisées conformément aux normes en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées à minima annuellement. Si l'installation ou l'appareillage conditionnant la sécurité ne peuvent être mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique normale, l'exploitant s'assurera de la disponibilité de l'alimentation électrique de secours et cela particulièrement à la suite de conditions météorologiques extrêmes (foudre, températures extrêmes, etc.).

Constats :

L'exploitant a présenté le rapport de contrôle des installations électriques réalisé par Bureau VERITAS le 7/03/2025. Ce rapport mentionne 90 non-conformités; le certificat Q18 correspondant à ce contrôle n'a pas été présenté lors de l'inspection.

L'exploitant déclare être en cours de lever des non-conformités du rapport de vérification des installations électriques réalisé en 2024 et qu'un document justifiant la levée des écarts en lien avec le certificat Q18 établi en 2024 sera réalisé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier de la levée des non-conformités relevées lors du contrôle des installations électriques, notamment les non-conformités pouvant induire des risques incendie ou explosion du certificat Q18. Pour les autres non-conformités, l'exploitant devra transmettre les moyens d'action mis en place pour lever les écarts présents sur le rapport de contrôle établi par Bureau VERITAS en 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Suite de la visite 18/09/2024-Défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2015, article 2.8-6°
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de défense incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt (hors chambres froides à température négative), sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Rapport de vérification/entretien L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents, la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés et à leurs conditions de stockage. Les installations de protection contre l'incendie sont maintenues accessibles en toute circonstance. Ils sont correctement entretenus, maintenus en bon état de marche et font l'objet de vérifications périodiques par un technicien qualifié.
Constats : L'exploitant a présenté le rapport de contrôle des extincteurs, réalisé le 28/06/2024 par la société EXTINCTEUR ECLAIR. Ce rapport ne mentionne pas d'écart. Par contre, la fréquence de ce contrôle est annuelle. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le rapport de contrôle des équipements de défense incendie au titre de l'année 2025. Concernant, la zone de stockage de produits combustibles dépourvue de moyen d'extinction d'incendie occupée par la société MIDEX Maritime, l'exploitant déclare que cette société n'est plus locataire de ce local et qu'il est en cours d'évacuation de l'ensemble des produits qui y sont stockés. Il sollicite un délai de 2 mois. L'inspection a constaté lors de la visite que la quantité de produits stockés a baissé par rapport au constat fait lors de la visite de 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit réaliser la vérification des équipements de défense incendie, évacuer l'ensemble des produits combustibles présents dans le local anciennement occupé par la société MIDEX Maritime et transmettre les justificatifs à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Suite de la visite 18/09/2024-équipement sous pression (ESP)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
Thème(s) : Risques accidentels, Liste ESP
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine

<p>requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis un justificatif pour la requalification périodique des équipements sous pression établi par Bureau VERITAS, le 08/01/2025. Ce rapport conclut sur un avis général non satisfaisant des installations. Ce rapport confirme les constats de l'inspection faits en 2024, à savoir:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Présence de 4 séparateurs d'huile soumis à la réglementation, dont trois non suivis. L'exploitant doit mettre en place un plan de suivi des trois séparateurs d'huile avec marquage couronne danoise, - absence de programme de contrôle pour la tuyauterie dont les documents sont à fournir, - Préciser les motifs de non soumission des équipements 6658 et 6659 à la réglementation. - Les documents de fabrication du condensateur évaporateur BAC non présents sont à transmettre à l'organisme habilité. <p>La liste des équipements est à réviser ainsi que le plan d'inspection et d'approbation</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit répondre à l'ensemble des observations du l'organisme habilité, en l'occurrence le bureau VERITAS suite à son rapport référencé : 23564295/S1.1.1.SL</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 10 : Suite de la visite 18/09/2024-ESP

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Echéance de requalification</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :</p> <p>deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;</p> <p>trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;</p> <p>six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;</p> <p>six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais</p>

de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;
 six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;
 dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.

Constats :

L'exploitant a présenté l'attestation par Bureau Veritas le 11/01/2025, cette attestation ne permet pas une requalification des équipements en l'état. L'exploitant a des justificatifs à transmettre pour la réalisation du plan d'inspection et de requalification.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre l'ensemble des documents à l'organisme habilité pour les inspections et les requalifications des équipements sous pression.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Suite de la visite 18/09/2024-ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de la plaque d'identification

Prescription contrôlée :

VI. – Les équipements sont installés et exploités dans des conditions permettant la réalisation ultérieure des opérations d'entretien et de contrôle prévues par le présent arrêté, et le cas échéant par la notice d'instructions.

Constats :

L'exploitant doit transmettre à l'inspection une photo récente de la plaque du réservoir n°6652 justifiant de la date de la dernière requalification.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois